

# l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

## Une question, Monsieur Marchais

« **L** ES socialistes et le RPR se sont ralliés à notre proposition » : c'est en ces termes que Laurent Salini, éditorialiste de l'Humanité, se félicite de l'important soutien que reçoit du parti de Mitterrand et celui de Chirac, la demande formulée en effet depuis longtemps par le PCF, de « session extraordinaire du Parlement » sur les problèmes de l'emploi.

Et Laurent Salini de souligner qu'il s'agit là d'un succès de la « lutte populaire » tout en indiquant que Giscard multiplierait « les prétextes pour faire obstacle à la convocation du Parlement ».

Notons au passage que Giscard, qui n'a pas manifesté d'hostilité particulière à ce projet a simplement fait savoir qu'il attendait les 240 et quelques signatures de députés constitutionnellement nécessaires pour envisager une telle convocation.

Et posons-nous la question comme se la posent sans aucun doute de nombreux travailleurs : qu'est-ce qui vaut à la proposition du PCF d'aussi brillants ralliements que celui de Chirac ?

Nous y voyons quant à nous de quoi jeter pour le moins la suspicion sur la nature d'une telle proposition et qui ne tient pas seulement au fait que le RPR ne voit débaucher une telle session que sur les « commissions d'enquête ».

D'ailleurs la question de l'emploi était inscrite à l'ordre du jour de la session ordinaire qui devait s'ouvrir en avril...

S'il y a une telle urgence, si un Chirac s'y rallie, si un Giscard n'y voit pas d'objection, c'est bien qu'ils y ont quelque intérêt.

Ce qu'exige « la lutte populaire » c'est l'annulation des licenciements dans la sidérurgie !

Ce qui fait l'urgence d'une session parlementaire et le ralliement d'un Chirac à ce genre de proposition, c'est que les travailleurs ne s'en laissent pas compter ni par les promesses ni par les discours ni par les discussions ministres-syndicats-patrons ! Ils luttent avec des moyens qui inquiètent ces messieurs : pensez, occuper un relais-télé et l'utiliser pour la lutte ! Où va-t-on...

Pour éteindre ces flammes-là, on peut bien avancer un peu une session parlementaire !

Gilles CARPENTIER

## Sidérurgistes, cheminots, postiers, employés

# Au coude à coude

- Sidérurgistes : la lutte continue !
- Cheminots : grève de mardi 20h à jeudi 6h
- Postiers : grève dans plusieurs centres de tri
- Assurances : grévistes et occupants de l'UAP expulsés par les flics (après ceux du GAN la semaine dernière)
- SFP : toujours en grève



Les postiers sont bien décidés à lutter pour l'emploi et leurs autres revendications.

## Prochain retrait des forces chinoises

### Elles auraient entamé leur retrait dans certains secteurs

**L** É président Hua Guofeng a annoncé lui-même, ce week-end, le prochain retrait des forces chinoises de la région frontalière du Vietnam qu'elles occupent. C'est ce qu'annonce la grande presse d'après des sources officielles. Au même instant, l'agence japonaise Kyodo faisait état d'un cessez-le-feu unilatéral chinois et d'un début de retrait de certaines unités.

A Langson, cependant, les combats se sont poursuivis tout le week-end pour le contrôle de cet important nœud ferroviaire situé à 120 kilomètres de Hanoi. Les dirigeants vietnamiens ont dû

reconnaître qu'ils « ne la contrôlaient pas ». Ce qui est une manière comme une autre d'avouer un sérieux échec.

Les observateurs occidentaux estiment que le contrôle de Langson permettrait aux forces chinoises de se retirer en bon ordre après la déclaration unilatérale de leur cessez-le-feu, et ce, même si Hanoi ne l'acceptait pas.

Sur le terrain politique, la situation semble toujours bloquée au même point, les dirigeants de Hanoi ayant rejeté la dernière proposition de négociations chinoise. A Beijing (Pékin), cependant, on a toujours dit que le retrait des forces chinoises du Vietnam ne seraient

pas le résultat d'un marché. C'est ce qui explique, sans doute, que les troupes chinoises aient entamé leur retrait dans certains secteurs malgré l'attitude vietnamienne.

### Conflit Chine-Vietnam

Réactions devant une motion présentée par la CGT dans le 11<sup>e</sup> arrondissement à Paris  
Voir article page 5

La Bulgarie

# Le Cuba des Balkans ?

**L**A BULGARIE — pays des Balkans bordé par la Roumanie au Nord, la Yougoslavie à l'Ouest, la Grèce et la Turquie au Sud — apparaît de plus en plus comme une tête de pont du dispositif agressif de Moscou dans cette région du monde.

De tous les pays de l'Est européen, la Bulgarie est celui qui suit le plus servilement Moscou ; son principal dirigeant Todor Jivkov, a joué le rôle de petit perroquet de Brejnev lors de diverses conférences, à Berlin en juin 1976 ou à Sofia en décembre 1978 :

il a toujours été parmi les premiers à reprendre les attaques de Brejnev contre l'eurocommunisme, contre la Roumanie et la Yougoslavie, contre la Chine. Au printemps 1977 d'ailleurs, Jivkov évinça du pouvoir celui que l'on considérait comme son successeur, Boris

Velchev, suspect, semble-t-il, de froideur à l'égard de l'Union soviétique et de sympathie (ou de modération) à l'égard de l'eurocommunisme et de la Yougoslavie.

Ces dernières semaines a été établi un gigantesque pont maritime reliant l'URSS et la Bulgarie. Il sert aux relations économiques, certes, mais il permet aussi le transfert rapide en Bulgarie de troupes soviétiques (plusieurs divisions blindées d'un seul coup), en contournant donc la Roumanie qui refuse toute présence militaire étrangère sur son sol.

Courant janvier, Brejnev venait passer des « vacances » bien curieuses en Bulgarie — il eut de long entretiens avec Jivkov et réaffirma pas sa présence les visées du Kremlin sur les Balkans, face à la Roumanie et à la Yougoslavie rebelles.

En janvier également, la Bulgarie lança des provocations contre l'intégrité de la Yougoslavie, en prétendant, dans l'organe central du parti, que « tous les Macédoiens sont des Bulgares ». (On sait que la Macédoine est l'une des Républiques constituant la Yougoslavie).

Tout récemment, enfin, on a eu vent de fortes concentrations de troupes bulgares-soviétiques à la frontière yougoslave. Et les démentis qui s'en sont suivis n'ont pas suffi à apaiser la tension que suscite la Bulgarie à ses frontières.

C'est un fait que le Kremlin voit d'un œil toujours plus mauvais que malgré toutes ses pressions, la Roumanie et la Yougoslavie poursuivent leur politique indépendante. Et ces deux pays, côte à côte, forment une barrière à une poussée soviétique dans les Balkans.

Pour venir à bout de ces deux obstacles, le Kremlin s'appuie sur le seul pion dont il dispose dans la région — la Bulgarie.

## LES CONSÉQUENCES POUR LE PEUPLE BULGARE

La domination soviétique sur la Bulgarie a de graves conséquences pour ce pays et son peuple. Dans le domaine économique, l'URSS a transformé la Bulgarie en un jardin chargé de lui fournir des denrées agricoles.

Mais sait-on aussi que ce petit pays ne compte pas moins de trente prisons, de quinze camps de travail forcé et de sept cliniques psychiatriques où sont internés les gens qui font des critiques ?

Se souvient-on aussi que depuis cinq ans, les services secrets bulgares ont kidnappé trois opposants exilés à l'Ouest et les ont ramenés dans les geôles bulgares ? et qu'en un mois et demi l'an dernier, elles ont assassiné deux autres opposants (Markov et Simeonov) à l'aide du fameux « paraphuie bulgare » ?

Jean SCHUBERT



## Elections au Soviet suprême

**L**ES élections au Soviet suprême de l'URSS se déroulaient ce dimanche. Elections toute formelles et ayant plutôt vocation de rite pour le régime de Brejnev. Le résultat, non encore connu à l'heure actuelle, en sera inévitablement de 99,98 % de participation et de 100 % de voix pour la liste unique de Brejnev. Et ce, quels que soient les chiffres réels.

## Mozambique

### Nouveau raid raciste contre les camps zimbabwé

L'aviation du régime raciste rhodésien a à nouveau attaqué une base de guerilleros zimbabwé en territoire étranger. Cette fois, c'est au Mozambique que l'aviation de Salisbury s'est aventurée, à plus de deux-cents kilomètres à l'intérieur du pays, contre un camp de la ZANU de Robert Mugabe.

Lundi dernier, déjà, l'aviation des racistes avait réalisé pour la première fois une attaque contre un pays non-limitrophe de la Rhodésie. Ils avaient attaqué des camps de réfugiés en territoire angolais, à plus de 1 400 kilomètres des frontières rhodésiennes. D'après les autorités angolaises, ce raid avait fait plus de deux cents morts chez les réfugiés civils zimbabwé (population noire qui compose 90 % de l'Etat raciste rhodésien).

Trois jours plus tard, jeudi, c'est un autre camp en Zambie, qu'ils avaient pris pour cible.

Robert Mugabe, l'un des deux dirigeants du Front patriotique du Zimbabwe a d'ailleurs mis directement en cause, au sujet de ces attaques circonflexes, l'armée sud-africaine. « Les colons rhodésiens, a-t-il dit, ne disposent pas de suffisamment de forces pour mener de telles opérations. Il est évident que l'armée sud-africaine intervient directement ».

## L'Humanité et le conflit Chine-Vietnam

# De la déformation des faits au mensonge

« **H**ALTE à l'agression chinoise » « Exigeons le retrait immédiat des troupes chinoises du Vietnam » : tels sont quelques-uns des titres de l'Humanité, ces deux dernières semaines, accompagnés de pages entières d'articles de condamnation. Notons d'abord au passage que jamais en onze ans d'occupation de la Tchécoslovaquie par les troupes russes, on a pu lire dans l'Humanité un slogan du genre : « Exigeons le retrait immédiat des troupes russes de Tchécoslovaquie ». Pire encore, depuis deux mois que 120 000 soldats vietnamiens occupent le Cambodge, l'Humanité s'évertue à soutenir envers et contre tout qu'il n'y a pas d'agression vietnamienne au Cambodge. Par contre, les mots les plus durs sont réservés pour l'action chinoise au Vietnam.

Mais pour convaincre les lecteurs du caractère « d'agression » de la riposte chinoise, l'Humanité est obligée d'avoir recours à des procédés malheureusement peu honnêtes : le mensonge pur et simple ou « l'oubli » intentionnel.

L'Humanité du 19 février écrit (ce qui est faux) que l'aviation chinoise participe aux combats : « L'infanterie chinoise, appuyée par l'artillerie, les blindés et l'aviation, a attaqué en 14 points (...) ».

L'Humanité du mardi 20 en rajoute un peu : « Selon Radio Hanoï, des avions chinois ont bombardé des usines, des centrales et centres de communication, utilisant parfois des armes chimiques ».

L'Humanité du 22 février, titre fracassant : « 200 000 soldats, 700 tanks et 600 avions mis en œuvre contre le Vietnam ». Chaque lecteur comprend que ces troupes et ces armements considérables sont présents au Vietnam même. Il faut lire un bon morceau de l'article pour comprendre qu'il s'agit seulement des troupes et armes rassemblées à proximité de la frontière, côté chinois.

L'Humanité du 24, gros titre, en page 8 :

« Raid aérien chinois près de Haiphong ». On peut lire : « Pékin prétendait avoir engagé une action limitée dans le temps et dans l'espace. Les faits tendent de plus en plus à prouver le contraire, l'aviation chinoise a bombardé la région de Haiphong ». Un

autre article décrit ce raid avec un luxe de détails : « Jeudi soir, cinq chasseurs-bombardiers chinois ont effectué un raid contre des arsenaux à 6 km du port de Haiphong. Cette attaque s'est déroulée profondément en territoire vietnamien ».

Or, pas plus que de raid aérien sur Haiphong, il n'y a eu de recours à l'aviation chinoise. On sait qu'une certaine radio avait colporté le bruit d'un bombardement chinois sur Haiphong. Ce bruit a été démenti tant par Pékin officiellement que par les informations des satellites-espions américains. Même Hanoï n'a pas osé répandre ce mensonge, du moins directement.

Alors pourquoi l'Humanité n'a-t-elle jamais éprouvé le besoin de démentir cette « information » très grave ? Il est évident que toutes ces contre-vérités servent un but : accréditer l'idée d'une agression chinoise en profondeur sur le territoire vietnamien, faire croire que l'armée chinoise n'épargne pas la population civile.

## DEFORMER LA RÉALITÉ

Une autre série de contre-vérités (déformations ou

omissions) veut faire croire aux lecteurs que l'opinion publique mondiale et la majorité des pays sont du côté des dirigeants vietnamiens, contre la Chine. Or, à part certains pays de l'Est et quelques pays du tiers monde (les proches de Moscou, on peut dire que, dans l'ensemble, les pays et les peuples réclament un retrait simultané des troupes chinoises du Vietnam et des troupes vietnamiennes du Cambodge).

L'Humanité du 21 février cite des passages habilement découpés de messages dont il ressort que des pays comme la Roumanie, la Yougoslavie, la Norvège, la Suède, etc. condamnent « l'agression » chinoise. On peut lire, par exemple, que « Scinteia, l'organe du Parti communiste roumain, demande l'arrêt des actions militaires ». Sans plus de précision.

Ce que l'Humanité ne dit pas, c'est que le président roumain lui-même fait allusion non seulement aux troupes chinoises mais aussi aux troupes vietnamiennes au Cambodge : « Nous maintenons également la question du Kampuchea doit être réglée par les Kampuchéens eux-mêmes sans aucune ingérence extérieure ».

L'Humanité du 26 fait mention du projet de résolution présentée à l'ONU, réclamant le retrait simultané des troupes chinoises et vietnamiennes. Non contente de déformer le contenu de cette résolution, l'Humanité oublie de dire qu'elle est soutenue par l'ensemble du Conseil de sécurité, sauf l'URSS et la Tchécoslovaquie.

Déformer la vérité, voilà ce que l'Humanité est obligée de faire quand la réalité ne colle pas avec son analyse.

La répétition de ces déformations, « oublis » et mensonges sur plusieurs numéros montre qu'il ne s'agit pas d'erreurs commises par manque d'information, mais bien d'un choix délibéré.

Claude LIRIA



Alors que les Vietnamiens, malgré la pression internationale persistent à refuser de retirer leurs troupes du Cambodge, des manifestations de soutien à la lutte du peuple cambodgien contre leur agression se développent dans le monde entier. Sur notre photo, une manifestation devant l'ambassade soviétique au Bangladesh, contre le social-impérialisme et l'expansionnisme vietnamien.

# Sidérurgistes, cheminots, postiers, employés, au coude à coude

**E**NCORE une intervention des forces de l'ordre ce dimanche contre des postiers en grève : quatre cars de gardes-mobiles ont investi le centre de tri d'Evry. C'est que dans ce secteur, la grève s'étend à nouveau. Plusieurs mouvements ont eu lieu depuis la rentrée de septembre dans les centres de tri à Paris et en province, mais dispersées, et tous les problèmes restent posés, notamment celui des effectifs.

Le mouvement doit s'étendre ce lundi à d'autres centres de tri parisiens.

Encore un problème d'effectifs à la SNCF où, pour la première fois depuis 1953, les sept fédérations syndicales appellent à un mouvement de grève générale de ce mardi 20 heures à jeudi 6 heures. C'est, en effet, à plus de 20 000 que l'on peut estimer le nombre d'emplois qui seraient supprimés par les projets gouvernementaux et le fameux « contrat d'entreprise » (dont la signature a d'ailleurs été reportée d'un mois) par lequel Giscard-Barre comptait « assainir » la SNCF, ce qui se traduit, en langage clair,

par licenciements et fermetures de lignes.

C'est toujours la grève à la SFP après la suspension des licenciements et en attendant la suite des discussions qui n'ont rien donné ce week-end et reprendront cette semaine entre direction et syndicats.

Grèves toujours, et occupations dans les assurances : les grévistes du groupe GAN ont été expulsés par les flics, la semaine dernière, des locaux qu'ils occupaient ; le tribunal a autorisé vendredi l'expulsion des grévistes de l'UAP. Dans ce secteur, au-delà des salaires

et des conditions et horaires de travail, se profilent aussi les problèmes d'emploi avec l'informatisation et la multiplication des emplois à caractère instable (contrat à durée déterminée, vacataires, auxiliaires...).

Et toujours la sidérurgie, les sidérurgistes en première ligne dans la bataille pour l'emploi : cette semaine, on va beaucoup parler de session parlementaire « extraordinaire », de discussion syndicats-patrons de l'acier (mardi avec Sacilor, mercredi avec Usinor), et actions syndicales (sur ce plan, le baromètre n'est guère à l'u-

nité — la CGT ayant fixé la date de « sa » marche (le 23 mars) et la CFDT préparant elle aussi une marche de plusieurs jours, probablement entre le 15 et le 20 mars.

Et Boulou doit rencontrer à nouveau les syndicats jeudi.

Comme on le voit, on continue à s'activer pour multiplier les terrains de discussions et les « issues » qui permettraient d'éviter ce qui soulève depuis quelque temps l'inquiétude dans les milieux gouvernementaux et patronaux : l'action des sidérurgistes, sur le terrain, et que Ceyrac quali-

fiât, en fin de semaine dernière, « d'actes de violence ». Actions sur le terrain que certains dirigeants des confédérations syndicales semblent bien craindre aussi de ne pouvoir contrôler.

Ces actions sur le terrain, elles, se poursuivent : dans la nuit de vendredi à samedi, 800 tonnes de minerai de fer étaient déversées sur la voie ferrée près de Longwy...

Ainsi se présente la semaine qui vient.

Luttes engagées sur de multiples fronts par les travailleurs mais aussi grandes manœuvres pour en déplacer le terrain.

## Rassemblement du PCF à Cambrai

### Des bulletins bleus pour l'emploi

Pour gagner, c'est tout autre chose qu'il faudra

**S**AMEDI 3 mars, plusieurs centaines de personnes se sont retrouvées sur la place de la mairie à Cambrai, dans le cadre d'un « rallye de la colère et de l'espoir » organisé par la fédération du Nord du PCF. Devant la mairie du RPR Legendre, étaient ainsi rassemblés des bulletins de vote que les militants communistes ont fait signer par la population dans les quatre arrondissements du sud du département durant 15 jours.

Ces bulletins exigeaient l'arrêt des licenciements et des fermetures, la remise en cause du plan acier Davignon, le maintien et le développement de la sidérurgie, des mines, du textile, l'augmentation des salaires, l'allongement des congés payés, l'avancement de l'âge de la retraite, les 35 heures. Ensuite, en cortège de voitures, tout le monde se rendit à Escaudoevres où avait lieu un meeting. Après le discours de Gustave Ansart, l'orateur central Jean Compin développa la ligne du prochain 23e congrès.

#### ATTAQUES CONTRE LE PS

Attaques contre le parti socialiste et en même temps, affirmation que l'unité avec lui restait nécessaire : « Comment reconstruire l'union avec un parti socialiste qui a trahi : la réponse à cette question doit être donnée par les travailleurs eux-mêmes », belle manière en vérité de tirer son épingle du jeu, d'escamoter le problème de fond : la raison de l'échec de mars 1978).

#### ATTAQUES CONTRE L'EUROPE

Attaques contre l'Europe du dollar et du mark qui seraient devenus la cible de la lutte de classes en France. Colpin s'en prit avec véhémence aux importations françaises d'acier allemand,

de tôle des Pays-Bas ou d'Espagne, de charbon du Bénélux... Imaginons qu'à leur tour les travailleurs des autres pays européens en viennent à s'opposer aux importations de produits français... la belle solidarité que voilà ! Peut-on dire après cela que l'on est pour l'Europe des travailleurs ? Et puis, qu'avez-vous dit, Colpin ? Qu'a dit votre parti lorsque les sidérurgistes d'Usinor-Dunkerque et Mardick ont réalisé une partie de la production de Volkswagen en pleine grève des sidérurgistes allemands ? Rien ! Vous n'avez rien dit. Vous vous êtes tus !

#### OU EST LA SOLIDARITE ?

Où est la solidarité ? Dès l'ouverture de son discours, Colpin devait annoncer la couleur en apportant son soutien à certaines actions particulières visant « l'étranger » comme le vidage de laitier allemand à Aulnoye, le déchargement de tôle belge sur l'autoroute, etc. Ces actions sont-elles efficaces ? Frappent-elles la bonne cible : le groupe Usinor, le patronat et le gouvernement français ? Ce n'est pas le souci de Colpin. Pour lui, l'action positive est celle qui met en pratique celle qui est définie par le bureau politique du PCF, ligne détournant les travailleurs de leur

Suite page 5

## La grève du centre de tri de Trappes

### Tout pour renforcer l'action



C'est devenu une habitude pour la police d'intervenir contre les postiers grévistes. (Ici, en 1974 déjà, au centre de tri de Clignancourt.)

**L**E centre de tri de Trappes dans les Yvelines est un des centres de banlieue mis en place après la grande grève d'octobre-novembre 1974. Là, comme partout ailleurs, l'administration refuse les effectifs supplémentaires demandés par les travailleurs — soit 135 emplois pour un effectif actuel de 620 — ainsi que les réductions d'horaires. Elle préfère les déplacements arbitraires. En cas de refus, c'est la sanction et la dernière a entraîné la riposte que l'on sait (grève depuis le 20 février).

Les flics ont dû venir cinq fois pour faire partir les grévistes (la première fois à peine trente heures après le début de l'action). Mais ces interventions, loin de casser la combativité des travailleurs l'ont renforcée. De 65 % de grévistes avant l'intervention, le pourcentage de grévistes est passé à 80 % après, et l'opinion qui régnait samedi était : « Le

week-end se passera bien ». Les postiers, dont pour la plupart c'est le premier boulot, donc la première lutte, sont déjà déterminés à gagner. Ils se sont réorganisés à l'extérieur et cela a pris quelques temps. Mais l'organisation est solide : trois assemblées générales par jour, où l'intersyndicale CGT-CFDT, représentant 60 % des travailleurs, sou-

met ses propositions à la discussion de tous les participants.

#### ACCROITRE LE RAPPORT DE FORCE

Le problème principal actuellement est de développer le rapport de force pour forcer l'administration à céder. Et cela passe par l'élargissement de la lutte aux autres centres de tri où il y a le même problème. Ceux de banlieue sont presque tous partis en grève, on souhaite la même chose pour ceux de Paris. Les syndicats mettent en place une coordination de tous les centres de tri, à la bourse du travail de Paris. Lundi, avec l'appel à la grève illimitée des postes et télécommunications dans les Yvelines, l'action devrait se renforcer.

Mardi, il y aura un rassemblement de tous les CTA (centres de tri automatisés) devant le ministère et l'après-midi, une assemblée générale à la bourse du travail.

#### POPULARISATION ET SOLIDARITE

Au niveau local, les postiers s'efforcent de gagner le soutien de la population, ils font appel à la solidarité financière sur les marchés, ils apportent des explications aux ouvriers des autres usines, notamment ceux de la zone industrielle, Trappes-Hélancourt, Saint-Quentin-en-Yvelines. Ils ont eu à contrer la propagande des patrons qui trouvent une frange de la population réceptive, surtout dans les Yvelines. Les travailleurs ne sont pas dupes de cette propagande : les ouvriers d'une boîte de Plaisir (Hesnault), mis en chômage technique par leur patron sous prétexte de la grève, sont venus dire aux postiers qu'ils n'étaient pas payés depuis trois mois et que leur grève ne servait que de prétexte à leur patron.

En continuant ainsi dans la voie de l'élargissement et de la popularisation, de la lutte, les postiers créeront de meilleures conditions pour une issue victorieuse.

Pour tout contact ou soutien (financier ou autre), sections syndicales CGT-CFDT, centre de tri de Trappes, maison des syndicats, 23 rue de Montfort - 78 - TRAPPES.

Correspondant banlieue Sud-Ouest.





Une vue de la grande salle du Champ de Mers : 3 000 personnes, environ, ont assisté au gala.



Le panneau de L'Humanité rouge.

### Brissonneau et Lotz Marine

*Tous les licenciements n'ont pas été annulés, c'est vrai*

Nous avons déjà eu l'occasion de rendre compte dans notre journal de la lutte que les travailleurs de Brissonneau et Lotz Marine et leurs sections CGT et CFDT ont mené pour le maintien dans l'entre-

prise de leurs camarades licenciés et pour s'opposer à la fermeture de celle-ci. Cinq semaines de grève totale avec occupation jour et nuit. Une grève dure, difficile, courageuse, généreuse... mais, malgré

ces cinq semaines de grève générale menée dans l'unité, malgré le soutien de la métallurgie nantaise et un vaste courant de solidarité populaire, la Direction de Jeumont-Schneider n'a pas cédé.

## Mais de la lutte, les travailleurs retirent quelques leçons

Le travail devait donc reprendre le 20 février, alors que 135 licenciés restaient sur le pavé et que les menaces de fermeture de la boîte sont toujours présentes.

Alors ? Un échec de plus pour la classe ouvrière nantaise ? Tous les licenciements n'ont pas été annulés, c'est vrai ; les menaces qui pèsent sur la boîte demeurent, c'est vrai. Mais de la lutte des gars de BLM, les travailleurs retiendront certainement quelques leçons pour la bataille de l'emploi qui continue.

Se battre contre les licenciements dans un département où il existe déjà

près de 40 000 chômeurs, n'est pas facile. La plus large unité devrait donc se réaliser entre ceux qui ont encore du boulot et ceux qui n'en ont plus. (cf. l'action menée conjointement avec les gars de la SNIA, contre les heures supplémentaires).

Quand la boîte fait partie d'un groupe puissant — BLM fait partie du groupe Jeumont-Schneider — qui veut se restructurer en éliminant des secteurs moins rentables pour investir dans des branches où les profits seront plus juteux (comme le nucléaire), il faut que la cible soit claire : se battre

pour sauver son emploi ou pour sauver la branche (ex : la Navale) ?

Le soutien de la métallurgie nantaise (débrayages, manifestations) a été en plusieurs occasions très efficace (vidage des jaunes de la boîte le lundi 5, manifestation du 6 au conseil régional où siégeait le préfet qui dut, en une demi-heure, sous la pression des travailleurs faire retirer les flics de l'usine). Mais pouvait-il à lui seul faire plier la direction de Jeumont-Schneider ?

Faire céder Jeumont-Schneider n'était pas facile, c'est sûr ; le choix des actions susceptibles de faire

plier le patronat est donc très important. Le soutien des autres boîtes du groupe a-t-il joué correctement ?

La paix sociale est un désir ardent de la bourgeoisie au pouvoir, afin que la restructuration de son économie (sur le dos de la classe ouvrière) se fasse avec le moins de heurts possible. La lutte des travailleurs de BLM a d'ailleurs cristallisé la colère montante des travailleurs de la région face à la politique de la bourgeoisie capitaliste et du gouvernement à sa solde. Les manifestations des 6, 8 et 9 février ont montré que de plus en plus les tra-

vailleurs veulent que leur mobilisation, leur force servent à faire effectivement reculer le pouvoir. Les différents accrochages avec les flics devant la préfecture de Nantes en témoignent.

Un large courant de solidarité ouvrière et populaire s'est développé autour de la lutte des gars de BLM, dans les entreprises mais aussi dans les quartiers. Des sections syndicales d'entreprises, des associations populaires, des partis politiques (dont le PCML) ont travaillé à cette solidarité et ont créé un large courant de

soutien à la lutte des travailleurs de BLM. Voilà une bonne chose : travailler à renforcer l'unité, la solidarité, le soutien les plus larges possible autour de la classe ouvrière, principale victime de la crise du système capitaliste, de la politique de Giscard-Barre.

La voie de la victoire, c'est la voie de l'unité de classe des ouvriers de BLM, de ceux du groupe Empain-Schneider, des métallos nantais et nazairiens et des autres travailleurs du pays, tels les sidérurgistes du Nord et de Lorraine.



Cinq semaines de grève totale avec occupation jour et nuit.

Plus de 3 000 personnes pour soutenir les gars de BLM

### Un gala réussi

**S**AMEDI soir, au Champ de Mars, à Nantes, s'est déroulé le gala de soutien aux travailleurs de BLM. Malgré la concurrence du match de foot au stade M. Saupin tout proche et de la présence de J. Clerc à Nantes, plus de 3 000 personnes sont venues soutenir les gars du BLM. De nombreux travailleurs d'autres boîtes étaient là ; des familles, des militants syndicaux et politiques se sont retrouvés dans une chaude atmosphère de fraternité autour de la buvette, des panneaux (dont celui du PCML) retraçant la lutte. Plusieurs chanteurs se partagèrent les applaudissements, avant que Robert Angotte, délégué CGT, et Patrick Cotrel, délégué CFDT, ne prennent la parole pour retracer la lutte des gars du BLM et ses difficultés.

« Non, le chômage n'est pas une fatalité, c'est le produit du système capitaliste... » devait déclarer l'un d'eux. « Nous sommes plus de 3 000 ici ce soir, c'est la preuve de la solidarité ouvrière ; pour nous, ce gala ce n'est pas uniquement la fête, c'est aussi un moment de la lutte... ».

La fête, mais aussi la lutte dans les chansons de Gilles Servat, dont la voix puissante éclate comme un tonnerre pour dénoncer les méfaits du système capitaliste, défendre les opprimés et ridiculiser les exploités.

Après avoir entonné l'Internationale, on s'est quittés vers 1 h 30 du matin, fatigués mais contents de ce succès des gars de Brissonneau.

Conflit Chine-Vietnam

Motion antichinoise présentée par la CGT dans le 11e arrondissement à Paris

Elle conduit à la division syndicale, elle est trop unilatérale

C'est la réflexion d'un certain nombre d'adhérents comme le rapporte un camarade, militant CGT

UN camarade militant CGT (syndicat du livre) explique dans l'interview ci-dessous comment a été présentée à une assemblée syndicale CGT à laquelle il participait une motion, dans le fil du communiqué confédéral du 19 février, au sujet du conflit Chine-Vietnam. En fin de séance, sans discussion ou presque, elle a été adoptée alors que plus de la moitié des participants étaient déjà partis. Les premières réactions à une position de condamnation unilatérale de la Chine (comme c'était le cas de cette motion), recueillies par ce camarade dans sa boîte, montrent qu'une telle position n'est pas celle

que souhaiteraient de nombreux militants. « Elle conduit à la division syndicale, elle est trop unilatérale : pourquoi la CGT n'a-t-elle pas proposé une motion qui demande le retrait qui demande le retrait simultané de la Chine hors du Vietnam et du Vietnam hors du Cambodge ».

Telles sont les principales réflexions. Elles incitent ce camarade à penser - comme nous le pensons - qu'il y a à mener bataille sur ce terrain-là contre les prises de positions confédérales. Pourquoi la CGT n'exige-t-elle pas le retrait des troupes vietnamiennes du Cambodge ? Pourquoi a-t-elle pris cette position unilatérale à l'égard de

la Chine ? La Chine retire ou va retirer ses troupes : son intervention n'est pas de même nature que celle du Vietnam qui occupe toujours le Cambodge et n'a pas du tout l'intention de s'en retirer.

Tout comme l'URSS d'ailleurs, en Tchécoslovaquie.

Pourquoi, en fait, la CGT prend-elle des positions unilatéralement hostiles à la Chine ?

Pour répondre à toutes ces questions, il n'est pas nécessaire d'attendre une session ou assemblée syndicale. Et il s'agit là aussi d'une bataille pour l'unité de la classe ouvrière.

HR : Tu es adhérent du syndicat du livre et il t'a été proposé de signer une motion condamnant ce qu'ils appellent « l'agression chinoise ». Dans quel cadre cela-t-il été proposé ?

faits historiques, qu'elle attaquaient la Chine ouvertement. Ils m'ont laissé parler sans intervenir. Ensuite, un autre camarade est intervenu pour dire qu'il n'était pas d'accord avec mon intervention mais que, par contre, il ne voterait pas cette motion parce qu'il pensait qu'une motion pareille était totalement unilatérale et qu'il fallait qu'elle demande le retrait aussi bien des troupes vietnamiennes que chinoises.

En fin de compte, le vote a eu lieu à 25 personnes et le résultat a été 17 voix pour, 7 abstentions et une voix contre (les abstentions provenaient en particulier des travailleurs immigrés). Ce que je voulais souligner aussi, c'est que, cela s'est passé très rapidement sans discussions, alors que les assises n'étaient pas du tout sur ce terrain-là (elles portaient sur la stratégie, sur la ligne et ce qu'était le 40e congrès). Quand je suis revenu dans la boîte, j'ai un peu fait part de cette motion aux camarades : de nombreux camarades sont absolument en désaccord avec cette motion dans la mesure où ils pensent que ça va forcément diviser les syndiqués parce qu'ils seront obligés de défendre leur position politique et, en plus,

qu'elle est certainement trop unilatérale.

A la question de savoir quelle position défendre dans le syndicat, ce qui commence à apparaître, c'est qu'on ne signe aucune motion qui ne demande à la fois le retrait simultané de la Chine et du Vietnam.

HR : Parmi ceux qui ont participé au vote, as-tu enregistré d'autres réactions ?

R : Non. Ça s'est passé trop rapidement pour qu'il y ait discussion. Enfin, dans ma boîte, dans mon atelier, la discussion a duré l'après-midi. Mais comme ça, moi j'ai l'impression que ça veut passer sous le manteau : peu importe le nombre de voix !

Y en a un qui a dit quand même : « Il aurait fallu présenter ça devant tout le monde pour que tout le monde dise ce qu'il en pense ».

Effectivement, je pense qu'ils ne veulent pas le faire parce qu'il y aura certainement des sacrées divisions.

HR : Et dans l'atelier quelles sont les réflexions et diverses opinions des travailleurs ?

R : Les diverses opinions,

elles sont que d'abord ça va diviser ; il y en a un qui a dit : « Ça va forcément diviser le syndicat » un autre qu'il n'était pas du tout d'accord parce que c'était trop une motion politique dans la mesure où il pense que les opinions dans le syndicat sont différentes : tout le monde a le droit de penser ce qu'il veut et ça forçait trop les gens à avoir une opinion politique bien précise. Il l'a mal posé en disant c'est de la politique, c'est trop politique, mais...

HR : Est-ce qu'il a voulu dire que cette motion reprenait la ligne du PCF ?

R : Oui, dans aucun doute. Une troisième réflexion qui me paraît importante, c'est celle d'un vieux camarade du PC qui n'a pas parlé précisément de la motion (s'il était pour, s'il était contre) mais sa position c'était qu'il renvoyait dos à dos les Chinois et les Vietnamiens. Il s'appuyait sur le mot du manifeste « Proletaire de tous les pays unissez-vous ». Il n'avait pas une position unilatérale. C'est tout ce que je peux présenter comme position. Ce que je vais faire, c'est une enquête très précise dans le cadre des syndiqués de ma boîte pour savoir exactement. Et quand je vais intervenir devant le syndicat du livre - parce qu'on va me répéter ce qu'on m'a déjà dit : « Tu défends la position » - moi je dirai : « Dans ma boîte il y a tant de gars qui sont pour, tant qui sont contre et tant qui s'abstiennent ».

Comme ça, cette motion passée de façon majoritaire, elle sera contrée par la masse des syndiqués. Parce que, à mon avis, il n'y pas de problème.

Un motion de type syndical, il y a des bagarres dessus des discussions, mais il y a quand même unanimité à la fin. Mais là il y a vraiment division politique, ça a été très caractéristique. Et c'est une chose trop grave pour que ça ne soit pas porté à la base, qu'il n'y ait pas discussion à la base.

HR : Et des militants du PCF, est-ce qu'ils défendent la position du PC de façon offensive ou bien est-ce qu'ils sont gênés ?

R : Il y en a un qui défend de façon offensive. Mais justement, c'est à celui là que le vieux camarade du PC dont je parlais tout à l'heure a répondu. Alors qu'on discutait tous les deux, il est arrivé là : « Allez stop les gars, pour moi, il n'y a qu'une seule position, c'est "Proletaires de tous les pays, unissez-vous" ».

HR : Il ne donnait raison ni à l'un ni à l'autre.

R : Ni à l'un ni à l'autre, non. Vraiment, il n'y en a qu'un qui défend la position de l'Humanité, sans nuance.

Sur la Chine, sur l'URSS, les gars du PC changent de position d'un jour à l'autre. On sent qu'ils sont emmerdés (sauf celui là).

(Suite de la page 3)

véritable cible et développant parmi eux un chauvinisme contraire à l'internationalisme prolétarien.

Et comment ne pas remarquer que jamais, à aucun moment, il ne fut question de la nécessaire solidarité des sidérurgistes du Nord et de la Lorraine, de l'impérieuse nécessité d'engager la lutte dans les unités plus prospères comme à Usinor-Dunkerque, d'établir un lien permanent, une coordination étroite entre ceux de Denain-Trith-La Chiers et ceux de Dunkerque-Mardyck-Lefrenck-Oucke.

COMMENT LES SIDÉRURGISTES PEUVENT-ILS GAGNER ?

Comment les sidérurgistes peuvent-ils gagner ? Que sont-ils en droit d'attendre de nous ? Personne n'a voulu poser cette question et certes, ce ne sont pas des

HR : Tu penses que la plupart des travailleurs seraient favorables à une position de type retrait simultané ?

R : Je ne sais pas s'il y aura une majorité, mais ce matin, j'ai senti qu'en tout cas au sein du syndicat, il y avait quelque chose. Moi, je pensais bien que j'allais être tout seul à voter contre, mais j'ai l'impression que la position qui consiste à refuser la motion de type unilatéral et de dire « on veut bien une motion qui admet le retrait des forces chinoises et le retrait des forces vietnamiennes du Cambodge ».

C'est une position très défendable et qui peut devenir majoritaire, parce qu'on sent que les gars, même s'ils n'ont pas une analyse globale, de l'URSS, de la Chine et du Vietnam, ou sent que vraiment ils ne sont pas d'accord pour donner raison aux Vietnamiens du Cambodge et condamner les Chinois. Là il y a quelque chose à travailler, sur le retrait simultané. C'est d'ailleurs aussi la position des Roumains.

bulletins de vote ou un débat au parlement qui assureront la victoire des travailleurs d'Usinor.

Ansart avait déclaré : « La lutte n'est pas une partie de plaisir. On ne perd pas des heures de travail quand la vie est si dure ». Comme cela est vrai ! Alors pourquoi ne pas avoir remis aux sidérurgistes de Denain le fruit de la collecte qui fut effectuée à la porte du meeting (la somme recueillie fut réservée à Liberté, quotidien régional du PCF).

ET LA SOLIDARITE ?

Pourquoi ne pas avoir appelé tous les militants présents à impulser la solidarité financière avec la même ardeur qu'ils avaient mis à faire signer des bulletins de vote par près de 100 000 personnes, selon le chiffre annoncé, 100 000 personnes donnant un billet de 10 francs, cela fait 10 millions de francs anciens, de quoi aider déjà à combler des pertes de salaires pour fait de grève. Rémi DAINVILLE.



La confédération CGT n'a pas dit un mot pour condamner l'agression du Vietnam au Cambodge. (Ici, quelques unes des nombreuses armes prises à l'armée vietnamienne par les patriotes cambodgiens). Par contre, elle entend faire condamner l'intervention chinoise alors même qu'il s'agit d'une contre-attaque limitée et temporaire.

« Humanisation des hôpitaux »

dit-on dans les hautes sphères

# Une travailleuse hospitalière témoigne

**J**E SUIS une mère de famille de trois enfants, originaire d'un DOM (département d'Outre-mer). Quand je suis arrivée en septembre 1975, j'ai été embauchée rapidement comme femme de ménage. J'ai ensuite été

embauchée dans un hôpital de l'Assistance publique en tant qu'agent hospitalier et de nuit. J'ai été titularisée en mars 1977, donc au bout d'un an et demi (c'est un an pour les infirmières). Ainsi commence le témoignage de cette travailleuse hospitalière.



« L'heure de la soupe » pour les hospitalisés. Le personnel fait de son mieux. Mais le manque d'effectifs et les conditions de travail contribuent à rendre l'hôpital inhumain pour lui comme pour les malades. L'« humanisation » reste un vœu pieu... ou une promesse démagogique.

HR : Quelles étaient tes conditions de travail ?

Depuis deux ans, ma santé et ma vie familiale ne me permettent plus d'assurer ce travail de nuit.

— Dans mon premier service, où je suis restée deux ans, je servais de bouche-trou : je remplaçais les infirmières absentes, en faisant leur travail, mais sans, bien sûr, en percevoir les salaires... Et c'était un des services les plus durs au point de vue travail, un service où personne ne veut aller. Je travaillais de nuit, onze heures par nuit, avec le roulement suivant : cinq nuits consécutives un semaine, et deux nuits la semaine d'après ce qui libérait un week-end sur deux. On peut s'imaginer ce que cela donne avec trois enfants d'âge scolaire, et tout le travail à la maison : cuisine, lessive, ménage... Il y a des week-ends où je ne fermais pas les yeux : jusqu'à 36 heures sans dormir. Et en plus pour pouvoir retourner en vacances au pays (un DOM) et obtenir une aide financière, j'ai été obligée de travailler deux ans sans prendre de vacances.

HR : Tu as demandé à passer de jour ?

— Après un an de nuit, j'ai vu un médecin parce que je ne pouvais plus dormir. Malgré le certificat médical qui atteste mon incapacité à continuer à travailler ainsi, le chef du personnel a refusé de me passer de jour, sous prétexte de manque de personnel. Faute de pouvoir passer de jour, j'ai obtenu un changement de service pour travailler en huit heures de nuit (23 heures à 7 heures) pendant sept nuits, et trois nuits la deuxième semaine, avec au début un week-end de repos sur trois.

HR : Une fois dans le nouveau service (toujours de nuit) qu'est-ce qui s'est passé ?

— A plusieurs reprises, je suis allée voir le chef du

personnel ; j'ai fourni un deuxième certificat médical. Les réponses étaient très paternalistes, mais la conclusion nette, c'était : « pas de changement parce qu'il y a un manque de personnel ».

HR : Tu as eu il y a quelques temps un arrêt-maladie ?

— J'ai eu un arrêt de quinze jours pour surmenage. Je me suis donc arrêtée le jeudi, le vendredi j'ai eu la surprise d'avoir la visite de contrôle du médecin de la Sécurité sociale (alors que je ne dépends pas de la Sécurité sociale ordinaire, mais du service de Sécurité sociale de l'assistance publique). Le samedi matin, deuxième contrôle par un médecin de l'assistance publique qui m'envoie voir un des médecins-chefs qui s'occupent des arrêts de travail du personnel de l'assistance publique. Ce dernier dit que cela ne le concerne pas et qu'il faut s'adresser au médecin du travail de l'hôpital ! (C'est pas mal comme

perte de temps et comme tentative d'intimidation). Le médecin du travail de l'hôpital conclut finalement que l'arrêt de travail était justifié.

C'est alors que je me suis décidée à contacter un délégué syndical de la CFDT. Il m'a accompagné chez le chef du personnel qui m'a accordé instantanément mon changement de service et mon passage de jour. (On voit comment, pour une revendication facile à satisfaire pour l'administration, le simple nom du syndicat peut impressionner la direction !)

### Conclusion

Cette histoire montre comment l'Assistance publique exploite les travailleurs et profite de leur isolement. Cela montre à quel point l'unité du personnel et son organisation sont importantes pour résister aux pressions.

Correspondant banlieue parisienne

Han Suyin à France-Culture

# Réponses à une actualité brûlante

**F**RANCE-CULTURE a présenté le 25 février une heure d'entretien avec Han Suyin. Malheureusement, cette émission d'un intérêt exceptionnel n'avait pas bénéficié d'une annonce préalable suffisante et trop peu de nos lecteurs, à coup sûr, l'ont écoutée. A travers des réponses concernant son ouvrage *Les Cent fleurs*, l'auteur interviewée a tenu une conférence sur les plus brûlants sujets de l'actualité chinoise.

L'opinion publique française a été pilonnée par les mass-media pour accréditer l'idée d'une « démaoïsation ». Han Suyin a réfuté sans difficulté cette assertion occidentale sans même l'évoquer.

Elle a montré par de nombreux détails que le développement en cours de la démocratie n'est autre que la mise en œuvre de l'idéologie de Mao Dzedong. Elle a expliqué quelles difficultés ont rencontrées les idées de Mao sur ce plan en raison du fait que la Chine n'a pas d'autres traditions que les mœurs féodales ancrées dans deux millénaires d'histoire et davantage.

Traitant de la place des intellectuels, elle a fourni des précisions importantes. Contrairement à ce qu'ils sont en général en Occident, les intellectuels ont toujours été, en Chine, des fonctionnaires.

NI ENFER NI PARADIS

Evoquant les prochains ouvrages qu'elle publiera, l'auteur a annoncé qu'elle est en train d'achever l'auto-biographie commencée avec sa célèbre trilogie déjà parue. Le quatrième ouvrage de ce passionnant récit aura pour titre *Ma Maison à deux portes* et concernera la période de 1949 à la Révolution culturelle. Le dernier tome sera ensuite consacré justement à cette dernière.

Stigmatisant avec l'ironie ou les traits incisifs dont elle a le secret certains intellectuels français et citant notamment « les Broyelle », Han Suyin a dénoncé l'attitude de ces gens pour qui la Chine ne saurait être « qu'enfer ou paradis ». A ce manichéisme patent, elle a opposé la démarche spontanément dialectique de ses propres analyses, sefforçant de noter en toutes circonstances les deux aspects contradictoires de l'objet qu'elle étudie.

### LA RÉVOLUTION CULTURELLE

Elle a rappelé qu'avant la Révolution, seuls 5 à 10% des gens étaient lettrés, le reste de la population restant illettré. Tandis qu'aujourd'hui, la proportion des gens sachant lire et écrire dépasse 80%. A l'appui de cette constatation, elle a expliqué la survivance tenace de l'esprit féodal, que les quelques années précédant la Révolution culturelle ne sont pas parvenues à détruire.

Approuvant l'initiative de Mao Dzedong de déclencher la Révolution culturelle, elle a démontré comment ce processus s'est trouvé dévié par des esprits non débarrassés de l'idéologie féodale, pour favoriser finalement le « fascisme » de la bande des Quatre. Elle a ensuite affirmé que les intellectuels, persécutés pendant cette période, ont néanmoins accédé à une idéologie beaucoup plus avancée et ouverte, et de ce fait comprennent mieux « les cent fleurs » en 1979 qu'en 1956.

Han Suyin a révélé qu'elle fut elle-même accusée par Chiang Ching d'être une « espionne américaine », parce qu'elle avait eu l'audace de refuser d'écrire la vie de l'ancienne actrice parvenue au sommet du Parti communiste chinois.

Ainsi, de la Révolution culturelle, du rôle des intellectuels chinois, du féodalisme et de la démocratie, et aussi des arts, notamment la peinture, auxquels elle a consacré un long moment d'antenne.

Ajoutons qu'elle ne s'est nullement gênée pour critiquer vertement les forces longtemps employées par les organes de propagande de la Chine, c'est-à-dire du Parti communiste chinois, les jugeant peu aptes à convaincre solidement les esprits à gagner.

Il est impossible de rapporter en quelques lignes la richesse de ces propos et particulièrement tous ceux sur la peinture chinoise d'hier et d'aujourd'hui, indissociables des événements liés à l'évolution conduisant du féodalisme à la démocratie, grâce au socialisme. Aussi espérons-nous que cette émission pourra être diffusée en texte écrit, pour la connaissance et le plaisir des nombreuses personnes intéressées qui n'ont pu l'écouter.

Michel VIVIANT

\*Manichéisme : classer tout phénomène totalement en noir ou totalement en blanc, en mal ou en bien, sans discerner que ces deux aspects opposés peuvent cohabiter, (comme l'enseigne le matérialisme dialectique qui discerne les aspects négatifs et les aspects positifs).

# Journée portes-ouvertes chez Lou

LES travailleuses de Lou occupent toujours leur usine, nuit et jour. Pour populariser leur lutte, elles ont décidé de faire :

Une manifestation Le jeudi 8 mars de 13 h 30 à 15 h 30 en voiture ;

Une journée Portes ouvertes Le dimanche 11 mars avec halte-garderie et spectacle de marionnettes par la MJC de la Capuche. Organisons la solidarité autour des travailleuses de Lou dans la lutte pour l'emploi.

Correspondante de Grenoble

Cela mettrait gravement en cause le potentiel de formation initiale et continue des instituteurs.

Sans qu'aucune concertation préalable ne soit admise, ces mesures sont appliquées dans notre académie et notre département avec beaucoup d'empressement et un mépris évident des personnels concernés.

Fermures de classes, baisse du recrutement des instituteurs, attaque contre les écoles normales et leur personnel constituent les trois volets d'un même plan ; seule l'action conjointe des parties concernées, (parents d'élèves, élus, instituteurs en poste, élèves-maitres(esses), personnels des écoles normales et organisations syndicales peuvent faire reculer le gouvernement et ses représentants locaux.

Fait par le comité de défense des écoles normales regroupant les personnels, les enseignants et instituteurs stagiaires des écoles normales (filles et garçons) de Grenoble.

Il faut penser que l'entreprise est dans le quartier depuis des années 1900. Déjà aussi, la solidarité de classe s'est développée avec les travailleurs immigrés du foyer Sonacotra d'Étampes menacés d'expulsion. On a pu voir une délégation CGT de Laloyeau présente aux manifestations.

La lutte des travailleurs de Laloyeau pour conserver leur emploi est une de ces luttes dont la grande presse, la télévision, la radio ne parlent pas, parce que ça ne fait pas la une. Pour eux, ça n'est pas important, cela fait partie du « quotidien » en système capitaliste. Mais ceux de Laloyeau ne l'entendent pas ainsi, ils luttent, ils occupent, ils exigent du travail pour tous.

## Reims

# Des résidents des foyers SONACOTRA poursuivis devant les tribunaux

COMME un peu partout ailleurs, la direction de la Sonacotra va essayer de briser la lutte des résidents par un recours en justice, après avoir vainement tenté d'utiliser d'autres moyens (intimidations, divisions, etc.). Environ 70 résidents des foyers J. Siegfried et Dr. Bienfait de Reims, en grève depuis septembre et octobre 1978, sont assignés en référé le mercredi 14 mars à 10 heures.

Cette nouvelle n'a surpris personne parmi les résidents : depuis plusieurs semaines, beaucoup de gens « extérieurs aux foyers » avaient été vus dans les couloirs : certains pour refaire les vide-ordures ou la peinture, d'autres avec un thermomètre pour mesurer la température des locaux. Tout cela pour que l'avocat de la Sonacotra puisse dire : « Regardez comme les résidents sont bien logés ! ».

Mais les résidents et leur comité de résidents sont bien décidés à ne pas se laisser intimider. La riposte se prépare et une manifestation est prévue le jour du procès (départ à 9 h 45 devant le foyer Jules Siegfried). Un appel à un large soutien a été lancé par le comité de résidents et le comité de soutien à tous les militants et aux organisations politiques et syndicales, afin que se constitue un rapport de forces en leur faveur. Manifestons le jour du procès et faisons-leur parvenir des motions de soutien !

Correspondant Reims

# Isère Éducation nationale Attaque sans précédent

UNE attaque sans précédent est menée contre l'Éducation nationale depuis la rentrée après la baisse de recrutement dans les centres de l'EGC, l'asphyxie des IREM (Recherche maths), les attaques contre le supérieur, le « redéploiement » en EPS, M. Beullac s'attaque maintenant aux écoles primaires et aux écoles normales.

La baisse de la natalité prise pour prétexte, pour réelle qu'elle soit, ne devrait entraîner aucune suppression de poste mais au contraire améliorer la qualité de l'enseignement.

Dans l'Isère, ces consignes ministérielles sont mises en application avec beaucoup de zèle. Initialement 208 suppressions de classes primaires, 11 postes de professeurs d'école normale, fermeture de l'École normale de filles, menaces et incertitude sur le sort des personnels administratifs et de service, coup d'arrêt au recrutement des normaliens (en 1977 : 180 ; en 1978 : 80 ; en 1979 : ?). De 1968 à 1974, 32 communes ont totalisé une augmentation de 697 enfants pour une création d'école et la fermeture de huit (cf : Inspection académique de l'Isère - INSEE).

Tout ceci porterait atteinte aux conditions de travail déjà mauvaises dans beaucoup de classes élémentaires et risquerait d'accroître l'échec scolaire par le fait des classes surchargées et des classes à plusieurs niveaux.

# Étampes (Essonne) Les travailleurs de Laloyeau occupent

PETITE entreprise créée au début du siècle, spécialisée dans la chaudronnerie industrielle (fabrication de conteneurs, citernes à farine, etc.) est occupée. Comment en est-on arrivé là ?

Il y a eu d'abord 9 licenciements. Les travailleurs de Laloyeau organisés à la CGT posaient des questions. Ils se sont inquiétés, la préfecture était saisie. Il ne devait pas y avoir de licenciements. Le 22 décembre, trois jours avant Noël, le cadeau des capitalistes tombe : c'est l'annonce, l'entreprise n'est plus viable et trente travailleurs et leur famille se retrouvent privés d'emploi. Du jour au lendemain, Laloyeau abandonne l'entreprise sans se soucier de ceux qui l'ont fait vivre pendant des dizaines d'années. Officiellement, l'entreprise n'est plus viable, mais ceux de Laloyeau savent bien que malgré la mauvaise gestion de leur PDG, il n'est pas tout à fait sur la paille. Et en occupant l'entreprise, ils refusent de faire les frais de la politique de crise des capitalistes, rentabilité ou démantèlement.

Un syndic est mis en place, chargé d'étudier les possibilités de redémarrage. Dès le début de l'occupation, les provocations n'ont pas manqué, présence de la police et des renseignements généraux, coups de téléphone anonymes de menace envers les travailleurs, tentative de pénétrer en force dans les locaux. Il y a même eu un tract non signé accusant les travailleurs d'être responsables de la fermeture.

La solidarité s'active. À l'extérieur les habitants du quartier St-Martin apportent spontanément leur soutien.

## suite de la page 8

Finalement, il y eut les manifestations spontanées dont parla la presse mondiale. À Tiblisi, la capitale de la Géorgie, 30 000 à 40 000 personnes manifestèrent dans la rue. Elles parcoururent la rue principale jusqu'au siège du gouvernement, et elles l'encerclèrent pendant des heures.

Les dirigeants de la manifestation s'efforcèrent d'empêcher des slogans ouvertement opposés au régime, afin de ne pas donner à la milice et aux troupes du KGB un prétexte pour intervenir.

Des slogans comme « nous n'avons pas de vian-

de ! », « Nous n'avons pas de pain ! » furent vite étouffés. Sans arrêt, les organisateurs de la manifestation expliquaient qu'il fallait se limiter à une manifestation purement nationale. Ils disaient que les revendications nationales du peuple géorgien étaient concentrées dans l'exigence que le Géorgien reste la langue d'État.

Pour rendre plus difficile une attaque du cortège par le KGB, c'était surtout des filles et des jeunes femmes qui marchaient en tête. Sans arrêt, elles appelaient les passants et les gens qui regardaient de leurs fenêtres à rejoindre le cortège. Un grand nombre de gens suivirent ces appels, et la manifestation eut ainsi un caractère vraiment spontané...

La manifestation fut un succès. Après que le chef du KGB en Géorgie eut déclaré qu'il ne pouvait pas stopper la manifestation, le premier secrétaire du Parti communiste de Géorgie, Chèvarnadzé, s'avança devant les masses et, après s'être entendu avec Moscou, il déclara : « Vos revendications sont satisfaites ! »

Il est tout à fait possible que, dans toute cette affaire, Chèvarnadzé, qui passe pour un politicien habile, ait poursuivi ses intérêts propres et ceux d'une partie de la direction géorgienne, pour avoir plus de marge de manœuvre vis-à-vis de Moscou. Ceci expliquerait par exemple le fait que les dernières phases de préparation de la manifestation n'ont plus été entravées par le KGB.

On a appris officiellement que cette manifestation a été la dernière, et qu'aucune autre nouvelle action ne sera plus tolérée.

Témoignage publié par Rote Fahne No 3, 1978

# BLOC-NOTES

## MONTROUGE

Du 5 au 17 mars : La Chine à Montrouge.

Exposition : xylographies sur soie à la bibliothèque municipale (vernissage mardi 6 mars à 18 h 30) - 32, avenue Gabriel Péri. Affiches chinoises à la MJC - 88, rue Racine. Conférence de madame Hélène Marchisio, secrétaire générale de l'Association des amitiés franco-chinoises « La Chine d'aujourd'hui » vendredi 16 mars à 20 h 30 à la bibliothèque municipale.

Organisés par l'Association des amitiés franco-chinoises et la Maison des jeunes et de la culture de Montrouge.

## TOURS

Meeting de soutien au Cambodge.

Armées vietnamiennes et russes hors du Cambodge. Le 8 mars 1979 - Salle Balzac, rue Léonard de Vinci - 37000 Tours. Projection débat avec la participation d'un membre des patriotes kampuchéens.

Organisé par l'AGEG (association générale des étudiants gabonnais) le PCML et le PCRml.

Au cours de la réunion il y aura également un exposé sur la situation en Érythrée.

## FRANCE-CAMBODGE

Des lecteurs nous ont écrit après la publication du communiqué de l'Assemblée générale de France-Cambodge condamnant l'agression vietnamienne contre le Kampuchea démocratique pour connaître l'adresse de cette association en vue d'y adhérer. C'est bien volontiers que nous la leur communiquons. : Association France-Cambodge - 94, rue de Buzenval - 75020 Paris.

Abonnez-vous à  
l'Humanité rouge  
Quotidien et Bimensuel

### Quotidien

	Pi ouvert	Abt de soutien	Pi ferme
1 an	350 F	500 F	700 F
6 mois	180 F	250 F	360 F
3 mois	90 F	150 F	180 F
1 mois	30 F	50 F	60 F

### Bimensuel

	Pi ouvert	Abt de soutien	Pi ferme
1 an	75 F	100 F	150 F
6 mois	38 F	50 F	75 F
3 mois	20 F	30 F	40 F

Cocher la ou les cases correspondant à la formule choisie.

Nom .....  
Prénom .....  
Rue .....  
Commune .....  
Code postal .....

### Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste

NOM .....  
PRENOM .....  
Lieu de travail .....  
Adresse .....  
Code postal .....

(A retourner à la boîte postale de l'Humanité rouge).

# l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet  
Rédacteur en chef : Jean Quercy  
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson  
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel  
L'Humanité rouge - Pour toute correspondance :  
BP : 61 75861 Paris cédex 18  
CCP : 30 226-72 D La Source  
Tel : 205-51-10

Directeur de publication : André Druesse  
Commission paritaire No 57 952  
Distribution NMPP  
Imprimerie La Nouvelle  
Dépot légal 1er trimestre 1979

# Il y a 26 ans, mourait Staline

**I**L Y A vingt-six ans, le 5 mars 1953, mourait Staline, après avoir été pendant trente et un an Secrétaire général du Parti bolchévique. Son œuvre immense a suscité de vives controverses, elle en suscite encore — et le bilan global reste à faire. Nous publions ici des témoignages et des documents sur la Géorgie soviétique actuelle, pays dont Staline était originaire : autant d'éléments à verser au dossier de la dénonciation du régime soviétique actuel — et qui peuvent contribuer aussi à l'éclairage du passé.



## La Géorgie aujourd'hui

### Corruption à gogo

C'est en Géorgie qu'a été découverte la plus grosse affaire de corruption — qui est par ailleurs monnaie courante en Union soviétique.

Un certain Otani Lazichvili, officiellement directeur d'un modeste laboratoire, a monté, vers la fin des années soixante, tout un réseau parallèle de production. En faisant des commandes truquées, il se procurait des matières premières et faisait produire des pulls, des écharpes, des sandales, des imperméables dans des entreprises clandestines. Il disposait de complicités dans la direction du parti géorgien et avait ainsi un réel pouvoir politique.

On a calculé qu'il avait volé

pour plus de 1,7 million de roubles de marchandises. Il était, selon un journal officiel, « un millionnaire clandestin qui offrait des festins de plusieurs milliers de roubles dans des restaurants de Moscou, de Kiev ou d'Alma-Ata pour fêter la victoire de son équipe de football favorite ».

Mais, en 1972, tout a été découvert, à la suite de rivalités entre les protecteurs de Lazichvili (dont le premier secrétaire géorgien, membre du Bureau politique de Moscou, Mjavanadzé) et ses adversaires... Il a fallu remplacer Mjavanadzé par un adversaire de Lazichvili, Chevarnadzé...

## Comment Lénine défendit les droits nationaux des Géorgiens

En 1922, alors qu'était discutée la structure du nouvel Etat soviétique, le Comité central du Parti communiste géorgien s'opposa vigoureusement à un projet élaboré sous la responsabilité de Staline et qui prévoyait l'entrée de la Géorgie dans la République russe, comme république autonome, sans égalité de droits avec la Russie. Le débat fut très vif, à tel point qu'un dirigeant envoyé par Moscou, Ordjonikidzé, en vint à frapper un dirigeant communiste géorgien.

Mis au courant de ces pratiques, Lénine, déjà grave-

ment malade, réagit aussitôt et dénonça ces manifestations de « chauvinisme grand-russe ». Il réclama une « punition exemplaire » pour Ordjonikidzé eut des mots très durs pour Staline (d'origine géorgienne, mais russe) et se battit pour faire adopter par le Comité central du Parti bolchévique le principe de l'égalité des nationalités et de leur « union volontaire » dans le nouvel Etat fédéral soviétique. Il dénonça le fait « de nous engager nous-mêmes, fut-ce pour des questions de détail, dans des rapports impérialistes à l'é-

gard des nationalités opprimées, en éveillant ainsi la suspicion sur la sincérité de nos principes, sur notre justification de principe de la lutte contre l'impérialisme » (Oeuvres tome 36, page 624).

Staline et les autres dirigeants bolchéviques comprirent le bien-fondé des arguments de Lénine. Le projet initial fut modifié, et la Géorgie devint ainsi une République indépendante, à égalité de droits avec la République russe, au sein de l'Union des Républiques socialistes soviétiques (URSS).

## Qu'est-ce que la russification ?

Le pouvoir, en Géorgie, n'est pas entre les mains des Géorgiens, mais des Russes : le second secrétaire du parti géorgien, le plus influent, est un Russe, Kolbin.

La Géorgie livre beaucoup de produits agricoles à la Russie, mais elle ne reçoit rien en échange. Les plans d'industrialisation privilégient systématiquement la Russie.

Tout l'enseignement supé-

rieur doit maintenant se faire avec des manuels en russe et non plus en géorgien. Les autorités s'efforcent de généraliser l'emploi du russe dans les écoles.

Dans les organismes centraux de l'URSS, et du parti soviétique, le pouvoir est aux mains des Russes. Il n'y a pas un représentant des nationalités non-russes au secrétariat du Parti.

## Témoignage

### La vénération du peuple pour Staline

Une forme importante de la résistance nationale des Géorgiens, c'est la vénération de Staline, et elle est très répandue !

En Géorgie, cette vénération n'est pas organisée par en haut. Au contraire : une librairie de Tbilissi m'a expliqué qu'il était interdit de vendre des livres de Staline ou même des livres édités du temps de Staline. Mais à vrai dire, le pouvoir est assez impuissant face à cette vénération populaire de Staline.

Ainsi, on voit des portraits de Staline dans beaucoup de petites boutiques, chez le tailleur, chez le coiffeur, dans les magasins de photo et sur des camions. Les portraits de Staline sont fabriqués clandestinement, de même que des calendriers à sa mémoire, des stylos-à-bille avec portrait de Staline, etc.

Sa ville natale, Gori, est un

centre particulier de vénération de Staline.

A différents endroits, en Géorgie, des gens ont écrit, de toute évidence illégalement, des inscriptions en géorgien à la peinture blanche. J'ai pu en déchiffrer une en russe : « Slava Velikomou Stalinu ! : Gloire au grand Staline ! »

Mais la vénération de Staline, ces derniers temps, n'est pas restée limitée à la Géorgie, elle s'est étendue considérablement. Elle existe en Asie centrale et en Extrême-Orient. Une femme de Moscou m'a dit à ce propos : « Ça exprime ce que les gens pensent de la situation actuelle. Ils pensent : sous Staline, ça n'aurait pas été possible, on serait débarrassé de ceux qui sont maintenant au sommet ».

Un technicien français



« Gloire à Staline ». Cette inscription a été photographiée en Géorgie, durant l'été 1973.

## La résistance

tutions officielles, y compris contre des arsenaux militaires

Depuis plusieurs années, la résistance à la russification et à l'oppression se développe en Géorgie. A preuve les quelques 25 000 arrestations qui auraient eu lieu dans les années 1973-1974. En 1974, s'est créé un Groupe d'initiative pour la défense des droits de l'homme en Géorgie, et depuis 1976, paraît une publication clandestine, le *Courier de Géorgie*. Le *Courier* a parlé notamment de plus de quinze attentats contre les insti-

te soviétique de Géorgie, le Géorgien est la langue d'Etat », le projet stipulait : « En République socialiste soviétique de Géorgie, toutes les langues sont à égalité ». Il y eut des meetings dans toutes les universités, les lycées et dans beaucoup d'usines de Géorgie. Partout, on protesta contre le nouveau projet, partout on exigea le maintien de l'ancien article de la Constitution stalinienne.

(Suite page 7)